

Interdisons la vente de tortues maintenant ou le Pacifique peut leur dire adieu !

L'Année de la tortue marine a été lancée, début mars, dans toutes les îles du Pacifique, par un appel à l'arrêt de la vente de tortues et de leurs sous-produits. Lors du lancement de l'initiative régionale, le directeur du PROE, Dr Vili Fuavao, a insisté sur le fait que l'Année de la tortue marine représente pour le PROE et ses pays membres une façon nouvelle de travailler ensemble au service de la conservation, en faisant campagne.

Lancement de la campagne

"La campagne *Laissons vivre nos tortues* est appuyée par les chefs de gouvernement du Pacifique, ce qui confère à l'Année de la tortue marine le plus grand soutien possible. Le slogan symbolise la nécessité pour les nations du Pacifique de travailler en tant que famille, afin d'assurer la survie des tortues qui migrent à travers la région" a déclaré le Dr Fuavao.

Des écoliers s'étaient joints aux représentants des agences gouvernementales, ONG, bailleurs de fonds, médias et du PROE, réunis dans les bureaux du PROE pour le lancement.

Sue Miller, coordinatrice de la campagne pour les tortues au PROE, a rappelé le déclin des populations en âge de reproduction. Elle a souligné que "les tortues sont l'espèce fleuron de notre environnement marin. Leur déclin indique très clairement que nous négligeons cet environnement, ce qui a de très graves implications pour notre propre survie."

"Les six espèces de tortues marines du Pacifique Sud sont menacées. Si ces menaces persistent, il est fort probable que de nombreuses populations disparaîtront. Or les tortues marines font partie intégrante des cultures et de l'identité du Pacifique. Si elles disparaissent, les peuples du Pacifique perdront une partie d'eux-mêmes" a déclaré Mme Miller.

L'élaboration de mesures applicables interdisant le commerce des tortues et de leurs sous-produits constitue l'une des actions clés de la campagne pour les pays insulaires du Pacifique. Cela concerne surtout la vente de tortues à la population locale et aux touristes. La campagne encourage aussi vivement la limite des captures à des fins vivrières ou traditionnelles.

Ce point a été brillamment démontré lors du lancement de la campagne aux Iles Salomon, lorsque le ministre des Forêts, de l'Environnement et de la Conservation, M. Allan Kemakeca, a déclaré que, pour la ressource de tortues, les aspirations traditionnelles de protection de la nature sont plus importantes que le développement économique. Il est, selon lui, important de maintenir la prise de subsistance mais seulement "si nous respectons la loi et si la capture de tortues pour nourrir les familles n'aggrave pas le danger pour les populations de tortues".

Campagnes nationales

Les campagnes nationales ont été lancées, en mars, aux Samoa américaines, aux Iles Cook, aux Fidji, en Nouvelle-Calédonie, en Nouvelle-Zélande, en Papouasie-Nouvelle-Guinée, aux Iles Salomon, aux Tonga, à Vanuatu et aux Samoa occidentales. D'autres pays participants prévoient de lancer leur campagne plus tard, dans le cadre d'une action consacrée à la conservation des tortues marines.

La télévision, la radio et la presse ont largement couvert les lancements dans toute la région et dans le monde, suscitant un grand intérêt pour la campagne et la conservation des tortues marines.

page 2

Let our turtle family live!



1995 year of the sea turtle

Interdisons la vente de tortues maintenant ou le Pacifique peut leur dire adieu !

☛ page 1

L'interdiction du commerce des tortues qui vient d'être imposée aux Fidji est déjà un bon exemple de réussite au niveau national. En l'honneur de l'Année de la tortue marine, le gouvernement fidjien a annoncé un moratoire renouvelable d'un an sur la pêche commerciale à la tortue marine. Cette nouvelle a été largement diffusée par tous les médias, dont le Service international de la BBC.

Le PROE a invité tous les pays du Pacifique à suivre l'exemple des Fidji.

Plan de campagne

Le PROE coordonne l'Année de la tortue marine pour la région. Son plan de campagne reprend les souhaits exprimés par le réseau du *Programme régional de conservation de la tortue marine*. Des plans et des activités nationaux complémentaires ont été élaborés dans chacun des 27 pays participants afin de transmettre le message aux différents publics clés ciblés. Le PROE a réalisé des maquettes reprenant les tortues dessinées par les enfants qui ont participé au concours régional l'année dernière.

Une vidéo présentant les éléments clés de la conservation des tortues a été réalisée à l'intention des écoles, des villages et des chaînes de télévision. Le "Pacific Service" de TVNZ a déjà accepté de la diffuser dans huit pays de la région.

Activités

De nombreuses activités nationales et régionales sont prévues pour conserver le dynamisme de la campagne, dont :

- ➔ une mini-campagne de 4 mois durant la haute saison touristique visant à réduire la vente de tortues et de produits en écaille aux touristes ;
- ➔ un spot publicitaire télé (en cours de réalisation) ;
- ➔ un concours régional, en octobre : devinez la destination des tortues munies d'un émetteur satellite ;
- ➔ la promotion, en novembre, d'activités d'observation des tortues ;
- ➔ un module sur la protection des tortues (enjeux, nécessité et actions possibles) dans tous les ateliers du PROE consacrés en 1995 à la formation des enseignants et au développement communautaire ;
- ➔ une chanson rap et un clip vidéo sur les tortues pour la jeunesse.

Les médias

Les médias jouent un rôle clé dans la diffusion à grande échelle et à moindre coût du message sur la protection des tortues. La réaction des médias à la campagne a été, jusqu'à présent, fantastique. *Island Business Pacific*, un des principaux magazines économiques de la région, a consacré un article de fond de six pages à la conservation des

Let our turtle family live!



1995 year of the sea turtle

Laissons vivre nos tortues !
1995, Année de la tortue marine

tortues dans son numéro de janvier. La rédaction a, par ailleurs, offert cinquante exemplaires de ce numéro au réseau pour la conservation des tortues. Un reportage réalisé par ITN TV News sur l'Année de la tortue marine a été diffusé dans le monde entier sur ITN, CNN Channel 9 (en Australie), TVNZ et TV3 (en Nouvelle-Zélande).

La presse et la radio ont également largement couvert le sujet. L'article du *Times* paru à Londres a été reproduit dans le monde entier, y compris par le journal *National* aux Seychelles !

One World, le programme régional sur l'environnement de Radio Australia contribue aussi à faire passer le message auprès des populations du Pacifique (deux reportages ont été diffusés en 1995 et d'autres doivent suivre), tout comme le Service international de la BBC et "Voice of America".

Etant donné l'importance et l'efficacité des médias, une composante sur "Les rapports avec les médias" a été intégrée dans le plan de campagne régionale communiqué au réseau du PRCTM.

Le rôle des ONG

La création de réseaux avec les ONG est un autre moyen efficace. Les ONG régionales ont réagi très positivement en organisant des activités conjointement avec les agences gouvernementales ; ainsi, aux Fidji, le ministère de la Pêche collabore avec l'AHF Fidji (Action Humanitaire Internationale). Parmi les autres ONG participant à l'Année de la tortue marine citons le SPACHEE, Greenpeace (Nouvelle-Zélande et Pacifique Sud), l'association *O le Siosiomaga* (Samoa occidentales), le réseau *Hiti Tau* (Polynésie française) et le *Honu Project* (Hawaï, E.-U.).

La campagne "Laissons vivre nos tortues !" a déjà enregistré des résultats quantifiables. Le PROE encourage les

page 4



Les médias jouent un rôle essentiel dans toute campagne. Ici l'équipe de *Televise Samoa* filme le relâchement d'une tortue caret aux Samoa occidentales en 1994.

Photo : PROE



Le directeur du PROE
Dr Vili Fuavao

Bienvenue à cette édition spéciale de la *Lettre de l'environnement* du PROE dans laquelle nous vous annonçons le lancement de la campagne régionale de l'Année de la tortue marine. Le moment est important pour le PROE ; c'est la première fois que nous partons en campagne avec les gouvernements membres au service de la conservation.

La campagne a d'abord été lancée en Nouvelle-Zélande par le ministre néo-zélandais de la conservation, M. Denis Marshall, suivi de près par le Premier ministre par intérim des Tonga, puis par les Fidji, les Iles Salomon, Vanuatu et de nombreuses autres îles.

Le haut niveau de soutien politique lors de ces lancements est dû au fait que tous les chefs de gouvernement du Pacifique (les leaders du *Forum* et les membres de la *Commission du Pacifique Sud*) se sont associés à la campagne, attestant ainsi de la nécessité urgente de protéger les tortues marines dans la région.

Pourquoi les tortues marines ? La réponse est malheureusement évidente.

Les six espèces de tortues marines de la région sont menacées. Si ces menaces persistent, il est fort probable que de nombreuses populations disparaîtront.

Les tortues marines sont importantes pour les cultures du Pacifique et pour notre identité. Si nous perdons ces créatures uniques, c'est une partie de nous-mêmes qui disparaîtra.

Le danger est encore plus grand, car les tortues ne sont pas le seul groupe d'animaux dans l'océan. Cette espèce hautement migratrice et d'une grande longévité est le fleuron de notre milieu marin. Or son déclin indique clairement

que nous négligeons cet environnement, ce qui a de sérieuses implications pour notre propre survie.

Le PROE coordonne le *Programme régional de conservation de la tortue marine* depuis plus de cinq ans. L'intérêt qu'il suscite n'a cessé de croître et dix-neuf pays y participent activement.

A ce jour, les activités clés, que sont les projets de recherche, de baguage et de surveillance, ont fait état, pour la plupart, d'un déclin considérable du nombre de tortues pondeuses. Des matériels pédagogiques et de

**Pourquoi les tortues marines ?
La réponse est
malheureusement évidente.**

sensibilisation ont également été réalisés.

En 1993, le Programme a reconnu qu'il devait faire plus pour promouvoir la conservation. Nous avons alors commencé à préparer l'Année de la tortue marine.

L'année dernière, j'ai écouté des gestionnaires et des scientifiques spécialistes des tortues s'exprimer dans un jargon de slogans, messages clés, publics cibles, etc. Je crois qu'ils se sont bien amusés et vous en verrez bientôt les résultats dans toute la région.

Le slogan de la campagne "**Laissons vivre nos tortues !**" a été mûrement choisi. Il est clair que, pour sauvegarder cette ressource pour nos enfants, nous devons travailler ensemble comme une famille de nations, parce que les tortues migrent dans tout l'océan, se nourrissent et se reproduisent dans différents pays.

Il est important de réaliser qu'il s'agit d'un réseau de conservation des tortues actif dans toute la région et non pas

simplement d'une initiative du PROE. Les agences gouvernementales et les ONG travaillent ensemble sur la question : scientifiques, gestionnaires, enseignants, écologistes et hommes politiques.

Nous espérons faire comprendre à tout le monde qu'à moins de protéger les tortues maintenant, nous les perdrons pour toujours. Faire passer ce message dans les villes et les villages de la région représente un travail de géant, et des centaines de personnes se sont attelées à la tâche.

Une des actions clés de la campagne est de mettre un terme au commerce des tortues. La situation ne peut pas durer. En mettant fin au commerce national et international, nous pourrions sauvegarder la ressource de tortues pour les générations à venir, et leur permettre d'en profiter à des fins traditionnelles et de subsistance.

Je vous demande à tous de nous aider dans cette tâche.

Je remercie tous ceux qui travaillent à faire de cette Année de la tortue marine un succès total, pour sauver ces précieux animaux. Pour ceux qui liront ce message, rappelez-vous que 1995 est l'année que nous avons choisie pour la protection des tortues marines. Nous comptons sur vos contributions positives à cette campagne importante.

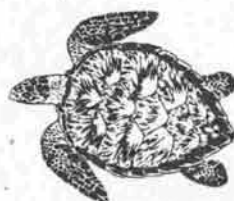
N.D.L.R. : extrait de l'allocution du Dr Fuavao, le 6 mars, lors du lancement régional de l'Année de la tortue marine, au siège du PROE à Apia.



Le Dr Vili Fuavao, directeur du PROE (à droite) s'adresse aux médias, aux représentants des gouvernements et aux écoliers lors du lancement de la campagne dans la région. Mme Sue Miller, coordinatrice de la campagne sur les tortues (au centre) et Mme Gisa Gaufa Salesa (chargée de l'éducation écologique) ont également pris la parole devant une salle comble au siège du PROE.

Photo : PROE

Sauver les tortues marines : les Fidji donnent l'exemple



Les Fidji ont récemment pris une décision cruciale pour la survie des tortues marines, en annonçant un moratoire sur la vente des tortues et de leurs sous-produits. Il s'agit là de la première mesure importante prise par les Fidji, et la région, dans le cadre de la campagne 1995, Année de la tortue marine.

"C'est une grande victoire pour la conservation des tortues, et une excellente façon de lancer l'Année de la tortue marine" a déclaré le Dr Vili Fuavao, directeur du PROE. "Ce moratoire d'un an pourra devenir permanent et sauvegarder ainsi l'avenir de la ressource dans la région du Pacifique" a-t-il dit.

Un des objectifs clés de l'Année de la tortue marine est d'encourager les pays à interdire le commerce des tortues et de leurs sous-produits en réduisant la menace de capture qui pèse sur ces animaux à reproduction lente.

"Si nous ne réduisons pas radicalement les prises de tortues, nous allons assister à leur extinction" a dit Sue Miller, coordinatrice de la campagne pour les tortues au PROE.

"Le PROE conseille à tous les pays de la région de suivre l'exemple des Fidji et d'œuvrer en vue de l'interdiction permanente du commerce des tortues et de leurs sous-produits dans leurs pays respectifs et à l'échelle internationale" a dit Mme Miller.

"La population de tortues du Pacifique Sud n'est pas en mesure de subsister à la pêche commerciale, et si nous voulons préserver la ressource à des fins traditionnelles et de subsistance, nous devons mettre un terme à son commerce dès maintenant. Si les tortues disparaissent du Pacifique, nous perdrons une importante partie de nos cultures et un certain mode de vie" a-t-elle poursuivi.

Quinze pays insulaires du Pacifique, dont les Fidji, participent au *Programme régional de conservation de la tortue marine* organisé par le PROE. Il est essentiel que les pays du Pacifique travaillent en collaboration, dans la mesure où les tortues parcourent de longues distances dans la région pour se reproduire et se nourrir.



Interdisons la vente de tortues maintenant ou le Pacifique peut leur dire adieu !

☛ page 2

agences gouvernementales et non gouvernementales à y participer activement, en particulier les personnes travaillant dans le domaine de l'éducation, des médias, de la recherche et de la gestion.

N.D.L.R. : pour en savoir plus sur la campagne ou comment y participer, contacter **Sue Miller**, coordinatrice de la campagne pour les tortues au PROE.



Le concours de dessin du PROE sur les tortues - "Une réussite !"

Plus de 1600 enfants de 18 pays insulaires du Pacifique ont pris part au concours de dessin sur les tortues marines qui constitue la première manifestation régionale importante de l'Année de la tortue marine 1995.

Sue Miller, responsable de la protection des espèces au PROE a déclaré : "Le PROE est enchanté des nombreuses réponses qu'il a reçues. Les dessins sont d'une qualité incroyable, et font honneur à la créativité des enfants des îles du Pacifique."

Les pays insulaires du Pacifique ont décidé de faire de 1995 l'Année de la tortue marine afin de mettre l'accent sur l'urgence des mesures à prendre pour conserver les nombres décroissants de tortues de la région. Le PROE organise actuellement une campagne de sensibilisation et d'éducation sur les tortues marines à l'intention de ses pays membres.

L'objet du concours était que les enfants fassent des dessins de tortues pour soutenir le thème de la campagne "Laissons vivre nos tortues". Le PROE a utilisé ces dessins pour créer des affiches

et des autocollants pour la campagne régionale de sensibilisation et d'éducation.

Les gagnants du concours sont :

- ① Faaeaina Iakopo (8 ans) de l'école Robert Louis Stevenson à Apia, Samoa occidentales, premier prix (250 \$US) ;
- ② Mouauri Trego (6ème année) de l'école Aroroangi, Rarotonga, îles Cook, deuxième prix (100 \$US) ;
- ③ Alapati Alalatoa (18 ans) du collège Tuasivi, Savai'i, Samoa occidentales, troisième prix (50 \$US).

Selon Mme Miller, l'excellente qualité des dessins a rendu la tâche du jury difficile, et les gagnants ont été sélectionnés pour la façon dont leurs œuvres illustraient le thème de la campagne.

Les dessins gagnants et d'autres reçus lors du concours ont été utilisés pour la série de posters, de T-shirts, et d'autocollants qui sont disponibles dans la région et auprès du PROE.

N.D.L.R. : Pour en savoir plus, contacter Mme Sue Miller, coordinatrice de la campagne tortues, PROE.



Niue :

Un concours ou comment sensibiliser les villages à l'environnement

Le village de Namukulu a remporté le premier prix de 600 \$NZ du concours "coup de balai" organisé fin 94 sur l'île de Niue.

Dans le cadre d'un petit projet financé par le PNUD et soutenu par le PROE, l'Association touristique de Niue a organisé un concours entre les villages destiné à nettoyer toute l'île, et plus particulièrement les sites touristiques et leurs environs, ainsi que les bordures des routes récemment goudronnées entre Avatele et Hikutavake.

Déchets ménagers et tourisme

Le concours visait à sensibiliser les villageois de Niue au problème des déchets solides, notamment aux alentours des villages, et à l'importance de cette question pour le tourisme en expansion dans l'île. L'Association touristique tient à promouvoir Niue à l'étranger en tant que destination "verte, idyllique et non polluée".

Dans un petit pays comme Niue, les activités communautaires comme un concours entre les villages remportent toujours un grand succès, surtout lorsqu'un prix vient récompenser les gagnants.

Divers groupes étaient associés au projet, dont des agences gouvernementales, des conseils municipaux, des associations de jeunesse, l'Office du

tourisme et le Haut Commissariat de Nouvelle-Zélande.

Un nouvel abri pour les touristes

Le ministre du Tourisme par intérim, M. Jack Willie Lipitoa a inauguré, le 5 octobre 1994, une maison traditionnelle ou fale construite au Topaka Resort à Hikutavake, dans le cadre d'un projet associatif.

A mi-chemin du sentier aménagé jusqu'au sommet de la montagne, les touristes peuvent maintenant se reposer dans le fale avant d'atteindre le magnifique point de vue sur la nature et les villages environnants. Le panorama surplombe également le gouffre de Matapa, où les chefs venaient autrefois se baigner.

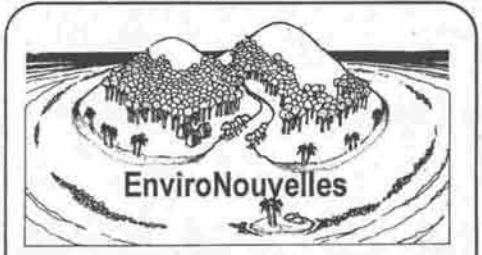
Les propriétaires fonciers locaux gèrent le fale avec l'aide de l'Office du tourisme de Niue et de l'Association touristique de Niue. Le projet a été entièrement financé par le Projet PMI du PROE (maintenant arrivé à terme) qui offrait une assistance technique et financière pour des activités de protection de l'environnement de petite envergure.

Merci à la Niue Tourism Association et à l'Environment Unit, Department of Community Affairs pour ces informations et ces photos.



Le ministre du Tourisme et des Affaires communautaires, M. Jack Lipitoa, inaugure le sentier menant au fale du Topaka Resort.

Photo : Herman Tagaloailuga



Nouvelles sur l'environnement pour les îles du Pacifique

Un nouveau radar cyclones

Le nouveau système de radar de l'aéroport Nausori aux Fidji servira à émettre des avis précoces de cyclones tropicaux pour les Fidji et les îles proches.

Commandé le 25 octobre 1994, à temps pour la saison des cyclones à venir, le système est financé par le Gouvernement fidjien et le BAADI. Il complétera le système similaire de l'aéroport de Nandi situé à l'ouest du pays.

Australia-South Pacific Newsletter
1/11/94

page 8



A gauche : vue panoramique sur le fale du Topaka Resort et la côte.

Photo : Herman Tagaloailuga

Changement climatique dans le Pacifique : un nouveau projet

Neville Koop

Chargé de projet (météorologie/ climatologie)

Un nouveau projet de recherche de une million de \$US, qui étudiera le degré de chaleur contenu dans l'atmosphère pendant 3 ans, devrait aider à prévoir les changements climatiques dans la région et dans le monde.

Le Projet de mesure du rayonnement dans l'atmosphère (MRA) fait partie d'une stratégie de recherche mise en place par le ministère américain de l'Énergie pour permettre une meilleure compréhension des changements climatiques à l'échelle mondiale.

De meilleures prévisions

De récentes études permettent aux scientifiques de mieux comprendre le climat des îles du Pacifique. Il reste encore beaucoup à découvrir, mais nous savons maintenant que les eaux chaudes de l'océan Pacifique Ouest jouent un rôle très important dans le climat de la planète.

Mieux comprendre les mécanismes océaniques et atmosphériques permet aux chercheurs de créer des modèles informatiques susceptibles de prévoir les scénarios climatiques à venir et qui permettront au gouvernement d'élaborer des stratégies de réponse appropriées.

Le principal obstacle qui s'oppose à l'amélioration de ces modèles informatiques est la mauvaise connaissance des processus intervenant dans le renvoi du rayonnement atmosphérique, c'est-à-dire le phénomène dans lequel le rayonnement solaire est absorbé, réfléchi ou affaibli par la Terre ou l'atmosphère (voir figure ci-dessous).

Le Projet de MRA

Trois sites sont actuellement à l'étude pour la surveillance du rayonnement solaire atmosphérique dans l'océan Pacifique. La première station sera installée sur l'île Manus (PNG) en août 1995 et la seconde à Nauru ou à Tarawa (Kiribati) début 1996. Le troisième site sera choisi plus tard, peut-être sur l'île Kanton ou l'île Christmas (Kiribati).

Dans un accord signé en décembre 1994, le PROE et le Laboratoire national américain de Los Alamos se sont engagés à collaborer au projet. Los Alamos sera responsable de l'installation et de l'entretien des stations de surveillance ou *Atmospheric and Radiation Cloud Stations* (ARCS).

Les informations recueillies par ces stations seront d'abord communiquées localement avant d'être transmises à Los Alamos chaque mois.

Le rôle du PROE

Le PROE sera chargé :

- d'identifier des sites appropriés, d'obtenir les autorisations et de passer les accords nécessaires avec les autorités locales, et d'aider à l'installation et à la gestion des stations ;

- de gérer les relations publiques et d'organiser des programmes de sensibilisation du public en réalisant des fiches d'information, des vidéos et des documents pour la télévision et la radio dans les langues locales ;

- de créer et d'organiser des programmes scolaires locaux et régionaux, d'animer des ateliers, de produire des matériels pédagogiques et de les diffuser aux écoles ;

- de veiller à ce que l'installation et le fonctionnement des stations soient conformes aux normes de sécurité et aux règlements sanitaires locaux ;

- d'aider le personnel local à interpréter les données collectées par les stations locales ;

- de travailler avec les institutions et organismes régionaux concernés, désireux de collaborer au projet, d'identifier les utilisateurs des données et, éventuellement, d'aider à la diffusion de celles-ci.

page 5

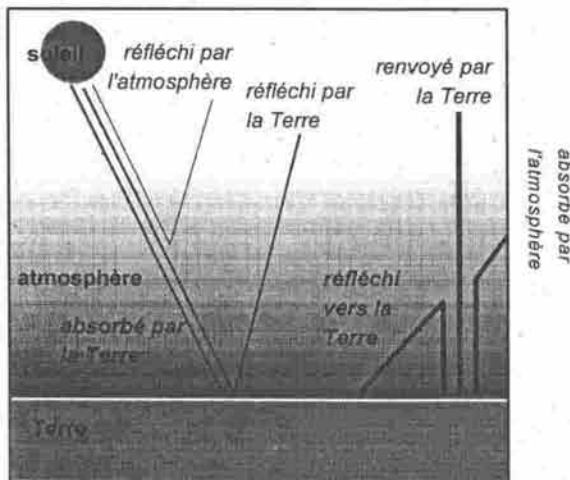


Figure : Rayonnement dans l'atmosphère terrestre

La figure ci-contre décrit le trajet de l'énergie solaire qui atteint la Terre et son atmosphère sous forme d'un rayonnement de courte longueur d'onde (ultraviolets).

Une partie est réfléchi par l'atmosphère et les nuages tandis que le reste passe au travers et atteint le sol où elle est absorbée par la surface terrestre. Celle-ci s'échauffe et émet à son tour un rayonnement de grande longueur d'onde (infrarouges), dont une partie est absorbée par l'atmosphère, qui laisse passer plus facilement les ondes courtes que les ondes longues, cependant qu'une partie de l'énergie ainsi capturée est renvoyée vers le sol.

Le Projet MRA vise à découvrir les diverses quantités de rayonnement en jeu et à déterminer ainsi la quantité d'énergie absorbée et diffusée par l'atmosphère.

Les nuages compliquent la recherche car ils influencent le comportement des rayonnements de courte et de grande longueurs d'onde à travers l'atmosphère. La quantité et le type de nuages évoluant constamment, il sera nécessaire de collecter des données pendant au moins dix ans avant de pouvoir déterminer l'impact des variations saisonnières et annuelles sur le rayonnement atmosphérique.

Première Conférence sur le climat à Berlin

Le Gouvernement allemand accueillera la première Conférence des Parties (COP1) à la Convention cadre des Nations Unies sur les changements climatiques à Berlin, du 28 mars au 7 avril 1995.

La Convention appelle à la réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES) (tels que le dioxyde de carbone, le méthane et l'oxyde nitreux) à des niveaux permettant aux écosystèmes de s'adapter au réchauffement de la planète.

La COP1 fait suite à onze sessions du comité intergouvernemental de négociation qui a mis au point les détails relatifs à la mise en œuvre de la Convention. La dernière session, l'INC XI, s'est achevée à New York le 17 février. Les pays insulaires du Pacifique ont participé activement aux négociations, individuellement, en tant que groupement régional et au sein de l'Alliance des petits Etats insulaires (APEI).

L'APEI a présenté, lors de l'INC XI, un projet de protocole à la Convention qui vise à fixer des niveaux maximums et un calendrier de réduction des GES. Il prévoit, en particulier, pour 2005, la réduction des émissions de dioxyde de carbone de 20 % par rapport à leur niveau de 1990.

Le protocole et d'autres amendements pourraient faire l'objet de débats animés lors de la COP1, dans la mesure où beaucoup de pays développés et pays "en transition" sont opposés à des conditions de réduction aussi strictes.

De nombreux pays insulaires du Pacifique soutiennent le protocole, estimant que ces réductions sont essentielles à l'atténuation des effets du changement climatique dans la région.

La COP1 comprendra une session technique (28 mars - 4 avril) suivie d'une réunion interministérielle (5 - 7 avril). Neville Koop, chargé de projet (météorologie/climatologie) au PROE, assurera le soutien technique des pays membres du PROE durant la Conférence.

Plus de 150 pays ont signé la Convention sur les changements climatiques lors du Sommet de la Terre de Rio en juin 1992. Elle est entrée en vigueur le 21 mars 1994 et avait été ratifiée par 119 pays fin février 1995.



Liste des pays insulaires du Pacifique ayant signé et ratifié la Convention cadre sur les changements climatiques :

Iles Cook
 Etats fédérés de Micronésie
 Papouasie-Nouvelle-Guinée
 Iles Salomon
 Samoa occidentales
 Fidji
 Kiribati
 Tuvalu
 Vanuatu
 Iles Marshall
 Nauru

Dernière minute

Nous vous faisons part, dans notre dernier numéro, d'un programme de recherche utilisant des tortues marines équipées d'un émetteur satellite pour étudier leurs habitudes de migration à partir de leur zone de reproduction sur l'atoll Rose aux Samoa américaines.

Peter Craig nous informe que, cette année, une tortue verte est parvenue en Polynésie française après avoir parcouru 2000 km en 36 jours !

L'aviez-vous deviné ? Tela Malaga des Samoa américaines, qui l'avait deviné, a gagné 250 \$US !

Le rédacteur en chef



page 5

Le Pacifique Sud-Ouest se réchauffe

Le Pacifique Sud-Ouest se réchauffe depuis le début du siècle. Telle est la conclusion d'un document présenté à la Conférence sur l'effet de serre tenue à Wellington (NZ) en octobre 1994.

Selon dix chercheurs australiens et néo-zélandais, la température de l'air a augmenté de 0,4 à 0,7°C dans la région depuis 1951, et surtout depuis 1975. La température de la surface de l'océan a augmenté de manière similaire.

Selon le porte-parole du groupe, Dr Neville Nicholls, cela ne confirme pas le réchauffement de la planète, dans la mesure où "[les changements] peuvent refléter la variabilité climatique naturelle". Toutefois, les changements observés ne sont pas incompatibles avec le régime de changements climatiques attendus d'un renforcement de l'effet de serre" a déclaré le Dr Nicholls.

Australia-South Pacific Newsletter
 1/11/94.

Les forestiers au service de la communauté

Selon le Secrétaire d'Etat aux Forêts des Iles Salomon, M. John Naitoro, un projet de loi prévoit que les sociétés d'exploitation forestière opérant aux Salomon devront contribuer aux services sociaux dans leur zone d'exploitation.

A titre de compensation pour les propriétaires fonciers et de paiement pour leur accès aux forêts indigènes, ces sociétés seront appelées à financer des centres médico-sociaux, des écoles, des systèmes d'adduction d'eau, des routes et des projets de reboisement.

AFP, Honiara, 7/12/94.

page 6

Let our turtle family live!
 1993 Year of the sea turtle



Laissons vivre nos tortues !
 1995, Année de la tortue marine

Changement climatique dans le Pacifique : un nouveau projet

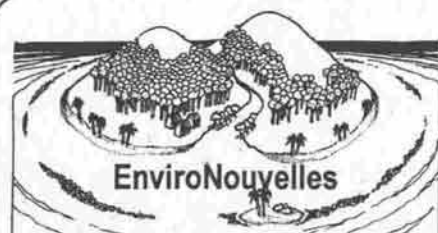
page 4

Le PROE délèguera des représentants aux réunions de planification du projet ainsi qu'aux réunions de l'équipe scientifique de MRA.

N.D.L.R. : pour tous renseignements contacter Neville Koop, chargé de projet (météorologie/climatologie), ou Chalapan Kaluwin, chargé de projet (changement climatique), au PROE.



Le réseau information environnement Pacifique:



page 6

Désaccord petits Etats / Etats-Unis

Lors d'une démarche surprise, les Etats-Unis ont tenté de rayer les petits Etats insulaires des documents préparés pour le Sommet mondial pour le développement social à Copenhague, au Danemark, du 6 au 12 mars 1995.

Après un long entretien avec la délégation des Etats insulaires menée par les Fidji et la Jamaïque, les Etats-Unis ont fini par faire marche arrière. Le délégué américain avait proposé de supprimer du chapitre "Engagements" un paragraphe reconnaissant la nécessité de faire face aux besoins spéciaux des petits Etats insulaires par la coopération technique et financière.

Fiji UN Mission Press Release, 19/1/95.

Climat : les grandes ONG sont déçues

Des ONG internationales se sont déclarées déçues par les résultats de la dernière conférence préparatoire du Sommet de Berlin sur le climat.

Les représentants de Greenpeace, du WWF et du Réseau d'action sur le climat ont critiqué le manque d'engagement des pays de l'OCDE, en particulier l'UE et les USA, à stabiliser les émissions de dioxyde de carbone d'ici l'an 2000.

Les pays de l'OCDE sont en grande partie responsables de l'élévation de ces niveaux, qui est une des causes principales de l'accélération du réchauffement de la planète. Ces niveaux sont une source de préoccupation majeure pour de nombreuses îles basses du Pacifique.

Climate Action Network Press Release, 17/1/95.

page 9

Let our turtle family live!



1995 year of the sea turtle

Laissons vivre nos familles de tortues !
1995, Année de la tortue marine

Une initiative régionale destinée à améliorer la diffusion de l'information sur l'environnement entre des organisations régionales comme le PROE et les communautés insulaires du Pacifique est en train d'être mise en place.

Un effort initial PROE / UNESCO / CPS a tout d'abord servi à étudier la façon dont les organismes nationaux obtiennent l'information, puis la traitent et la diffusent, et la façon dont ils collectent et stockent les connaissances locales.

Deux missions d'étude se sont rendues dans 11 pays de Mélanésie, Micronésie et Polynésie (voir liste en page 9) et se sont longuement entretenues avec les agences gouvernementales, les ONG, les médias et les villageois sur la façon dont ils reçoivent et transmettent l'information sur l'environnement et sur les moyens d'en améliorer la circulation.

Il a été noté que l'information n'est pas diffusée efficacement aux médias et au public, souvent à cause du manque de formation et de moyens dont souffrent les agences nationales clés. Parmi les autres carences relevées, citons des systèmes insuffisants de

stockage des données, un mauvais accès aux renseignements, le manque de choix, et peu ou pas d'interprétation rédigée en anglais simple ou traduite dans les langues locales.

La privatisation des médias publics a eu une influence sur l'utilisation des médias, notamment lorsque les agences de protection de l'environnement et les ONG n'ont plus eu les moyens d'acheter des espaces dans les journaux ou du temps d'antenne.

Il a aussi été noté que l'information circule effectivement entre le PROE et ses pays membres, par le biais de son réseau régional de correspondants, mais que la diffusion en aval des renseignements utiles aux médias et aux usagers, entre autres aux ONG, laisse à désirer. Les réseaux nationaux qui pourraient servir à faire passer le message environnemental dans chaque pays ne disposent pas des matériels nécessaires pour ce faire.

A l'exception de Nauru, tous les pays étudiés sont dotés de Stratégies nationales de gestion de l'environnement (SNAGE) qui soulignent toutes la nécessité de mieux diffuser l'information sur l'environnement.

page 9

Les experts en communication participant à la récente réunion inter-agences sur le projet PEIN : Fiu Mataese Elisara (PNUD), Sam Sesega (PSDN, CPS), Lance Polu (expert-conseil), Conrad Mill (CPS), Elizabeth Rijdsdijk (UNESCO), Jim Bentley (UNESCO) et Lucas Dosung (PROE).

Photo : PROE



une initiative régional d'information

page 8

Ceci est considéré comme important par les gouvernements et les ONG qui ont participé au processus des SMAGE.

Des spécialistes de l'information réunis à Apia en février 1995 ont discuté des résultats des missions d'étude. Ces experts en médias, bibliothèques et systèmes d'information ont jeté les bases d'un projet visant à la création d'un Réseau information environnement Pacifique (PEIN) basé au PROE.

La réunion technique a recommandé la création de centres nationaux d'information sur l'environnement destinés à améliorer la collecte et la diffusion de cette information, et plus particulièrement la quantité et la qualité de l'information transmise aux médias et au public. Il a aussi été recommandé que des moyens soient mis à la disposition du nouveau centre d'information/bibliothèque du PROE pour une meilleure diffusion de l'information sur l'environnement auprès des pays membres.

Le Programme de Réseau développement durable du Pacifique (PSDNP), projet régional connexe d'information, a participé activement à

la réunion pour veiller à ce que ses activités et celles du PEIN soient complémentaires.

En fait, le PROE collabore déjà au PSDNP puisqu'il est le centre de messagerie électronique Pactok pour les Samoa occidentales et est associé aux ateliers de formation au PSDNP qui se tiendront en 1995.

Le Centre régional d'information de la CPS participera en assurant la formation aux médias et aux communications des organisations participantes.

Les missions techniques et la réunion de suivi étaient organisées par le Bureau régional de l'UNESCO à Apia (Samoa occidentales) et financées par le PNUD. Participaient aux missions des représentants de la Division éducation, information et coordination en matière d'environnement du PROE, du Programme de communication de l'UNESCO et du Centre régional d'information de la CPS basé à Suva.

N.D.L.R. : pour en savoir plus sur les missions et la réunion inter-agences, contacter :

M. Jim Bentley
Communication Adviser
UNESCO Office for the Pacific States
Private Mail Bag
Apia, Western Samoa
Fax : (685) 22 253.

Pour tous renseignements sur le réseau information environnement Pacifique, contacter **Wesley Ward**, chargé de l'information et des publications, ou **Lucas Dosung**, bibliothécaire/documentaliste en chef, au PROE.



page 8

Les ministres des Finances louent le nouveau code de la forêt

Les ministres des Finances du Forum ont récemment entériné le nouveau Code de conduite de la foresterie fondé sur la double nécessité d'utiliser rationnellement les forêts et de dégager le maximum de revenus du bois dans la région.

Les ministres ont aussi accueilli avec satisfaction les résultats des récentes discussions de haut niveau entre les pays membres du Forum et les nations hauturières, et ont vivement recommandé que de plus grands efforts soient entrepris pour élaborer des méthodes pratiques permettant l'utilisation durable et un meilleur rendement des ressources de pêche migratrices dans les pays insulaires.

Australia-South Pacific Newsletter, 1/3/95.

L'ozone baisse encore

Un rapport complet rédigé par près de 300 scientifiques de 35 pays indique que, bien que les efforts entrepris dans le monde entier commencent à faire effet, la couche vitale d'ozone au-dessus de la Terre continue de diminuer.

World Climate Newsletter, 12/94-1/95.

Une méthode de contrôle "écophile"

De récentes recherches menées en Australie ont abouti à une méthode de contrôle "écophile" de la ravageuse étoile de mer géante.

Les chercheurs de l'Office du parc marin de la Grande barrière de corail ont montré que le bisulfate de sodium ou "acide sec" est un agent chimique efficace pour contrôler localement le nombre des étoiles de mer. Il remplace le sulfate de cuivre utilisé précédemment, et qui était dangereux pour l'environnement.

Reef Research, 4:4, 12/94.

page 11

Liste des pays visités par les missions techniques du PEIN :

Iles Cook
Fidji
Iles Marshall
Nauru
Niue
Palau
Iles Salomon
Tonga
Vanuatu
Samoa occidentales

Laissons vivre nos tortues !
1995, Année de la tortue marine

Les pays insulaires du Pacifique rejoignent l'“inforoute”

De récents ateliers aux Fidji, à Vanuatu et aux Samoa occidentales ont marqué l'entrée de certains pays insulaires du Pacifique sur l'“autoroute de l'information”.

Des réseaux de messagerie électronique utilisant le système **Pactok** et regroupant des usagers des agences gouvernementales nationales, des organismes régionaux, des ONG et des entreprises ont été mis en place durant ces ateliers.

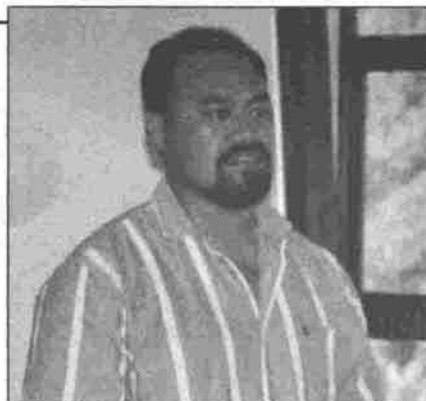
Le représentant local du PNUD, M. Tony Patten, a déclaré, à l'ouverture de l'atelier aux Samoa occidentales, que le *Programme Réseau développement durable du Pacifique* (PSDNP) cherche à améliorer l'accès des insulaires du Pacifique à des informations actualisées et pertinentes afin de mieux informer les décideurs (voir l'article ci-dessous pour plus de détails).

La mise en place d'un réseau Pactok dans chaque pays est un moyen pour le PSDNP d'améliorer l'accès à l'information dans la région. Les organisations participantes constitueront le noyau d'un réseau national

d'usagers qui seront reliés par leur ordinateur à d'autres usagers du système Pactok dans tout le Pacifique ou en Asie, et au monde entier par l'Internet.

Les usagers locaux peuvent échanger des messages par messagerie électronique, transférer des dossiers informatiques et prendre part à des conférences électroniques. Moyennant un ordinateur, un modem et une ligne téléphonique, ils peuvent se connecter à d'autres ordinateurs du réseau. Ils formeront un groupe local chargé de créer et de développer le réseau national, et de décider des politiques de financement du réseau national.

Les formateurs animant l'atelier étaient délégués par le PSDNP basé à la CPS (Bureau de Suva). Selon M. **Samuela Sesega**, coordinateur du PSDNP, il s'agissait du premier d'une série d'ateliers nationaux de formation accueillant des groupes nationaux d'usagers. Il était aidé dans sa tâche par M. **Ken Fakamura**, chargé de la formation et de l'information dans le cadre du programme.



M. Sam Sesega
Coordinateur du PSDNP, CPS

Photo: PROE

Le PROE collabore avec la CPS, aux Samoa occidentales, à des activités du PSDNP. La responsable du Réseau développement durable, Mme **Wanda Ieremia**, qui gère ces activités au jour le jour ainsi que l'ordinateur nodal pour Pactok, est basée au PROE.

Le *Projet Capacité 21* du PROE, dirigé par Mme **Neva Wendt**, travaille également en étroite collaboration avec le PSDNP afin d'encourager le développement durable dans les pays insulaires du Pacifique.

Le programme provient d'une initiative financée par le PNUD et adaptée aux besoins du Pacifique par un comité directeur régional. L'*Asia Foundation*, organisation à but non-lucratif disposant d'un bureau régional à Suva, a, de son côté, financé l'assistance technique et la formation dispensées par M. Rob Garnsey de *Pactok* lors de l'atelier.



Vous avez dit “Réseau développement durable” ?

Le **Programme Réseau développement durable du Pacifique** (PSDNP) fait partie d'un programme mondial, financé par le PNUD, de création de réseaux d'information dans le monde entier pour promouvoir le développement durable. Dans les îles du Pacifique, il est mis en œuvre par la **Commission du Pacifique Sud** basée à Suva (Fidji).

Le rôle du PSDNP

Le PSDNP vise à promouvoir le développement durable, et à soutenir tous les efforts nationaux et régionaux entrepris dans ce but en :

- aidant les organisations et groupes clés à accéder aux informations régionales et mondiales pertinentes ;

- encourageant le partage de l'expérience et du savoir traditionnel entre les pays insulaires du Pacifique ;
- renforçant l'aptitude des ONG, des agences gouvernementales et des groupes communautaires locaux à reformuler les informations destinées aux communautés ;
- promouvant la prise de décision participative par tous les éléments de la société.

Fonctionnement

Les principales activités du PSDNP sont les suivantes :

- relier les différents groupes concernés par le développement durable au moyen de l'informatique et du téléphone ;

- former des ONG et des agences gouvernementales aux techniques de reformulation des matériels d'information destinés aux communautés locales.

Les groupes cibles comprennent les groupes communautaires, les ONG nationales, les agences gouvernementales nationales, le secteur privé et les organisations régionales.

Le PSDNP utilise deux systèmes de communication :

- PEACESAT, un système de télécommunications par satellite reliant plus de 40 sites à travers la région du Pacifique ;
- Pactok, un réseau de messagerie électronique peu coûteux utilisant les lignes téléphoniques normales.

Le directeur inaugure la nouvelle bibliothèque du PROE

Les services d'information du PROE sont considérablement renforcés depuis l'ouverture de son centre d'information/bibliothèque le 28 février 1995.

En inaugurant le centre, le directeur du PROE, Dr Vili Fuavao, a qualifié cette ouverture d'événement important, la région des îles du Pacifique disposant maintenant de ses propres ressources d'information pour faire face aux préoccupations environnementales de la région et de la planète.

Le centre procédera à la collecte, au traitement et à l'organisation des informations à partir de livres, revues, ouvrages de vulgarisation, cartes et vidéos afin de constituer une base de données. Les personnes intéressées pourront consulter cette base de données pour demander des informations détenues au centre.

Le centre d'information/bibliothèque est arrivé au siège du PROE à Apia en janvier 1992, sous la forme de quelque cent cartons en provenance de la CPS à Nouméa. Quelques volontaires ont tout d'abord mis les livres sur des étagères. Mais ce n'est qu'en août 1993 qu'un expert-conseil de l'UPS rémunéré par

le Gouvernement néo-zélandais a conseillé le PROE sur la meilleure façon de constituer et de gérer le centre.

Le travail a commencé pour de bon en avril/mai 1994 lorsque le PROE a recruté, toujours avec le concours de la Nouvelle-Zélande, un bibliothécaire/documentaliste en chef et une assistante bibliothécaire principale. Ils se sont attelés à déballer et cataloguer les livres reçus de Nouméa, agrandir la bibliothèque, construire des étagères et constituer des bases de données jusqu'à l'ouverture.

Le centre abrite maintenant plus de 150 revues différentes, 1500 monographies et 150 ouvrages audiovisuels tels que vidéos, diapositives, cassettes audio et textes d'enregistrement. Le centre utilise le logiciel INMAGIC-PLUS pour cataloguer les ouvrages, stocker et rechercher les données.

Conformément au mandat confié au PROE dans le cadre de son Plan d'action, le centre est amené à devenir rapidement le principal dépositaire et centre de diffusion d'informations sur l'environnement dans la région.

Services offerts par le centre d'information / bibliothèque du PROE :

- prêt de monographies
- prêt de brochures
- périodiques
- prêt de cassettes audio et vidéo
- consultation de bases de données et transmission de documents
- messagerie électronique

Pour tous renseignements sur les services offerts par le centre, contacter le :

Centre d'information / bibliothèque PROE/SPREP
PO Box 240
Apia, Samoa occidentales
Tél : (685) 21 929
Fax : (685) 20 231
Internet : sprep@pactok.peg.apc.org
Pactok : 90:685/101, sprep



page 9

Fin du projet TOGA

Le Programme d'étude des océans tropicaux et de l'atmosphère du globe (TOGA) vient de s'achever en décembre 1994, après 10 ans d'activités. Il était concentré sur le phénomène El Niño/oscillation australe (ENSO) qui perturbe considérablement les régimes climatiques dans la région Pacifique et ailleurs.

Le programme a enregistré des résultats remarquables, prévoyant des changements du phénomène une saison ou plus à l'avance. Une expérience associée sur les eaux chaudes de l'océan Pacifique Ouest a fourni des données qui seront "une source de progrès scientifiques dans la compréhension des interactions air/mer pour bien des années".

Une conférence organisée par l'Australie en avril 1995 se penchera sur les résultats du TOGA.

World Climate News, no. 6, 1/95.



page 9

Pour tous renseignements sur le PSDNP, contacter :

PSDNP Co-ordinator
or Training / Information Officer
PSDNP Secretariat
South Pacific Commission
Private Mail Bag
Suva, Fidji
Tél : (679) 370 733
Fax : (679) 370 021
E-mail : spcsuva@pactok.peg.apc.org



Ci-dessus : Ken Fakamura, chargé de la formation SDN, (à gauche) et Wanda Ieremia, responsable SDN pour les Samoa occidentales, (à droite), ont animé l'atelier de formation.

A gauche : Ken montre comment se brancher sur Pactok avec un ordinateur portable, un modem et une ligne téléphonique.

Photos : PROE



Trois nouveaux chargés de projet Capacité 21

Les organisations régionales cherchent toujours à améliorer la création et la gestion des projets nationaux qu'elles gèrent avec leurs membres.

Le nouveau Projet Capacité 21 du PROE a décidé de prendre le taureau par les cornes en recrutant trois agents locaux chargés de superviser les activités du projet dans six pays membres du PROE (Iles Cook, EFM, Kiribati, Iles Salomon, Vanuatu et Samoa occidentales).

Réunis en mars à Apia (Samoa occidentales), les trois agents se sont familiarisés avec les activités actuelles et les ressources disponibles. Mme Neva Wendt, chef de projet, a déclaré que ce stage leur permettra de mettre en œuvre les activités locales liées au projet, de manière plus efficace et d'assister d'autres projets du PROE dans leurs pays respectifs.

Les agents se sont entretenus avec divers membres du personnel du PROE et ont mis au point des plans de travail pour l'année à venir. Ils sont repartis en ayant acquis une connaissance plus approfondie du PROE et le représenteront ainsi plus efficacement dans leurs pays.

Chaque agent est responsable de deux pays : M. O'Kean Ehmes, basé à Pohnpei, couvre les EFM et Kiribati ; Mme Sarah Naupa, basée à Port-Vila, est responsable de Vanuatu et des Iles Salomon ; M. Vai Aiavao, basé à Apia, s'occupe des Samoa occidentales et des Iles Cook.

Le Projet Capacité 21 vise à renforcer les institutions des agences gouvernementales et non gouvernementales, à accroître la sensibilisation au développement durable des décideurs clés de chaque pays et à améliorer la capacité des propriétaires coutumiers locaux à gérer leurs ressources de manière durable. Les trois agents entreprendront de nombreuses activités au niveau local dans ce but.

Ce projet, financé par le PNUD et mis en œuvre par le PROE, travaille également en étroite collaboration avec le Programme Réseau développement durable du Pacifique basé à la CPS à Suva (Fidji).

N.D.L.R. : un profil de ces agents sera diffusé dans notre prochain numéro. Pour plus de détails sur le Projet Capacité 21 voir *La Lettre de l'environnement* n° 38 ou contacter Mme Neva Wendt, chef de projet (Capacité 21) au PROE.



Abréviations

APEI	Alliance des petits états insulaires
APF	Agence des pêches du Forum
BAADI	Bureau Australien d'assistance au développement international
BASD	Banque asiatique de développement
CCST	Conseil consultatif scientifique et technique (FEM)
CEO	Centre est-ouest
CESAP	Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique
CGAPS	Commission de géoscience appliquée du Pacifique Sud
CIMN	Commonwealth des Iles Mariannes du Nord
CITES	Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction
CMDDPEIVD	Conférence mondiale sur le développement durable des petits États insulaires en voie de développement
CPS	Commission du Pacifique Sud
FAO	Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture
FEM	Fonds pour l'environnement mondial
FNUAP	Fonds des Nations unies pour les activités en matière de population
FSM	Etats fédérés de Micronésie
GIEC	Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat
INC	International Negotiating Committee (comité intergouvernemental de négociation - Convention cadre sur les changements climatiques)
NZ	Nouvelle-Zélande
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
OMI	Organisation maritime internationale
OMM	Organisation météorologique mondiale
ONG	Organisation non gouvernementale
ONU	Organisation des Nations unies
PCBPS	Programme de conservation de la biodiversité dans le Pacifique Sud
PDIP	Programme de développement des îles du Pacifique (CEO)
PIANGO	Pacific Island Association of NGOS
PNG	Papouasie-Nouvelle-Guinée
PNUD	Programme des Nations unies pour le développement
PNUE	Programme des Nations unies pour l'environnement
PROE	Programme régional océanien de l'environnement

page 15



Les nouveaux chargés de projet Capacité 21 (de gauche à droite) : Vai Aiavao, Polynésie, Sarah Naupa, Mélanésie, et O'Kean Ehmes, Micronésie. Bienvenue dans la famille du PROE !

Photo : PROE

Vulgarisation du Projet population

**Taiamoni Tongamoa
et Beau Henry Merto**
Projet population et environnement

Le *Projet population et environnement* du PROE vient d'entamer son programme de vulgarisation pour l'année à venir en organisant à Honiara (Iles Salomon) un atelier de formation

Parmi les organisations invitées à l'atelier aux Iles Salomon :

Development Services Exchange
Environment Division, Ministry of
Forests and Environment
Greenpeace
Integrated Human Development
Programme
Kaipito Farmer's Community
Kasika Community Project
Kolomola Community,
Solomon Islands Development Trust
Solomon Islands Planned Parenthood
Solomon Trust
The Nature Conservancy
Village Education Programme
World Vision International

de cinq jours consacré à "L'intégration des concepts de population dans la gestion de l'environnement en vue du développement durable".

Trente agents de développement communautaire délégués par des agences gouvernementales, des ONG et des organisations communautaires locales des onze provinces du pays (voir encadré) ont travaillé ensemble à toutes les activités organisées.

L'atelier a traité des problèmes de développement des villages résultant des pressions de l'évolution démographique sur l'environnement local. Des approches participatives du développement communautaire ont été utilisées pour démontrer les techniques possibles.

Le stage financé par le FNUAP fait partie d'une série continue d'ateliers organisés dans 16 pays membres du PROE souffrant des pressions combinées de la croissance démographique et de l'agression écologique.



Les activités participatives, élément important de l'atelier aux Salomon.

Photo : PROE

Financement

Soutien au programme américain d'étude des changements climatiques dans les pays

Bailleur de fonds : Etats-Unis

Objectif :

Offrir aux pays en voie de développement le soutien technique et financier nécessaire à la réalisation d'études traitant des changements climatiques.

L'assistance visera :

1. à la réalisation d'un inventaire des émissions nationales nettes de gaz à effet de serre ;
2. à l'étude de la vulnérabilité aux changements climatiques ;
3. à l'étude des options d'atténuation des changements climatiques et d'adaptation à ces changements ;
4. au soutien des efforts d'élaboration et de mise en œuvre de politiques et de mesures visant à faire face aux changements climatiques à long terme.

Pour tous renseignements :

US Country Studies
Management Team (PO 63)
1000 Independence Ave, SW
Washington, DC. 20585
Etats-Unis
Tél : (1202) 426 16 28
Fax : (1202) 426 15 40
E-mail : csmt@igc.apc.org

Formation radio aux Salomon

Gisa Gaufa Salea
Chargée de l'éducation écologique

Douze représentants d'ONG, de groupements religieux, de médias et d'agences gouvernementales ont reçu une formation pratique à la production d'émissions radiophoniques lors d'un atelier tenu récemment à Honiara, aux Iles Salomon.

L'atelier a été extrêmement productif (cinq entretiens, quinze messages et une pièce de théâtre pour la radio), dénotant l'intérêt des participants et la nature pratique de ce stage de cinq jours.

David Palapu, directeur des programmes à la Solomon Islands Broadcast Corporation, animait l'atelier. Il était assisté de Gerry Whewell, coordinateur local de

l'éducation pour le PROE, et de Moses Biliki, responsable de l'environnement et de la conservation au ministère des Forêts, de l'Environnement et de la Conservation.

La production de l'atelier sera utilisée sur les stations de radio nationales en 1995, principalement de février à avril, lors de la seconde phase d'une campagne de sensibilisation à l'environnement. Elle servira également toute l'année lors des séminaires et ateliers de sensibilisation organisés par le ministère de l'environnement et les ONG.

Cet atelier fait suite à une activité similaire organisée en novembre 1994, dont la production de matériel radiophonique avait été diffusée ultérieurement par la Broadcasting Corporation.



Livres, vidéos,
diapositives et autres
supports du PROE et
d'autres organisations
de défense de
l'environnement dans
les îles du Pacifique

Nouvelle stratégie sur les déchets aux Fidji

Le développement, la croissance démographique et l'urbanisation aux Fidji créent de sérieux problèmes de pollution et de déchets qui menacent la santé humaine, la qualité des eaux et des sols et les écosystèmes fragiles des îles.

Pour faire face à ces problèmes grandissants, les Fidji ont élaboré une Stratégie nationale de prévention de la pollution, de réduction des déchets et de gestion des déchets lors d'un atelier national tenu en septembre 1994. Cette stratégie est présentée dans ses grandes lignes dans le rapport de l'atelier.

L'atelier, auquel participaient de nombreux représentants des agences gouvernementales, des ONG et du secteur privé, a tenté de traiter pratiquement des problèmes par une "Déclaration de coopération" et un "Projet de stratégie de réduction et de gestion des déchets aux Fidji". Le rapport de l'atelier inclut également un compte rendu récapitulatif et les documents présentés lors de l'atelier.

Pour en savoir plus sur la stratégie et l'atelier, contacter :

Sefania Nawadra
Department of Environment
PO Box 2131
Government Buildings
Suva, Fidji

Les dernières publications du PROE

La Conférence du PROE est la principale réunion de l'organisation. Le rapport de la *Septième Conférence du PROE*, tenue à Tarawa (Kiribati) en octobre 1994, fait état des décisions importantes prises par les pays membres pour 1995.

La Conférence de 1994 a entériné deux documents à consulter si vous désirez en savoir plus sur le rôle et les activités du PROE, à savoir le *Plan directeur 1994-1996* et la *Stratégie d'action pour la conservation de la nature dans la région du Pacifique Sud 1994-1998*.

Le nombre des publications techniques du PROE continue d'augmenter avec la parution, dans la série **Rapports et Etudes (SRS)** de *Palolo Deep National Marine Reserve: a Survey, Inventory and Information Report (SRS 84)* de E. Lovell et F. Toloa. Cet ouvrage agrémenté de nombreux diagrammes et photos est un bon exemple d'inventaire détaillé d'une réserve marine, préparé avec le concours de personnel et d'équipements locaux.

Un des rôles du PROE constitue à diffuser des informations techniques à des groupes d'intérêts divers sous une forme accessible. C'est le but de la série des **fiches d'information** dont les quatre dernières parutions sont *SPREP Convention (N° 12/4)* et *Apia Convention (N° 12/5)*, dans la série *Droit de l'environnement, South Pacific Sea Level and Climate Monitoring Project (N° 13/1)* et *SEAFRAME Monitoring Station (N° 13/2)*.

Les organismes et particuliers souhaitant en savoir plus sur le **Projet population et environnement** du PROE peuvent maintenant commander une plaquette en couleurs de 4 pages qui décrit clairement les problèmes de l'environnement liés à l'évolution démographique dans la région et l'approche du projet face à certains de ces problèmes.

Pour en savoir plus sur les publications du PROE, contacter :

Monsieur le Directeur
PROE
PO Box 240
Apia, Samoa occidentales.
Fax : (685) 20 231
Internet : sprep@pactok.peg.apc.org

"Développement durable ou tumeur maligne ?"

Atu Emberson-Bain, chercheur sociologue bien connu dans le Pacifique, vient de faire paraître un livre provocateur reprenant les vues de femmes du Pacifique qui remettent en question l'optique admise du "développement" dans les îles du Pacifique.

Ce livre de 26 chapitres traite d'une foule de sujets, y compris le déclin de l'environnement dans le Pacifique et la surexploitation des ressources naturelles. Les personnes qui y ont collaboré sont issues de milieux divers et donnent un point de vue critique nouveau, fort intéressant sur la gestion des ressources, la pêche, la croissance démographique et d'autres questions d'environnement.

Certains articles remettent également en question les hypothèses fondamentales qui sous-tendent les approches actuelles du développement dans la région.

Pour tous renseignements, contacter :

Marama Publications
Box 5151, Raiwaqa
Suva, Fidji

La lettre de la Forêt

Soltrust, une ONG de développement communautaire basée à Honiara aux Îles Salomon, vient de publier un nouveau bulletin d'information consacré à l'exploitation durable des forêts, intitulé *Sol-Tree Nius*.

Le bulletin vise à promouvoir les objectifs du projet écoforestier de Soltrust, qui sont de promouvoir des pratiques de foresterie durables tout en maintenant la croissance économique et le développement social dans le pays.

Le bulletin assure lui-même la promotion de pratiques durables en fournissant des espaces publicitaires aux entreprises locales.

Pour tous renseignements ou abonnements, contacter :

Sol-Tree Nius
C/- Soltrust
PO Box 748
Honiara, Îles Salomon
Tél : (677) 30 948
Fax : (677) 30 468

Date	Réunion	Lieu	Responsable
Mai			
30 mai-9 juin	11ème Conférence de l'Organisation Météorologique Mondiale	Genève	N. Koop
Juin			
11-14	Aquaculture durable '95	Hawaii	Pacon International
Septembre			
	<i>27ème Forum du Pacifique Sud</i>	<i>Port Moresby</i>	<i>Secrétariat du Forum</i>
Octobre			
5	Troisième Conférence des Parties à la Convention d'Apia	Apia	PROE
6	Troisième Conférence des Parties à la Convention d'Nouméa	Apia	PROE
8-14	Conférence internationale sur les zones humides et le développement	Malacca, Malaisie	AWB
10	Première réunion du Comité consultatif sur les résultats de la Conférence de la Barbade	Apia	PROE
11-13	Huitième Conférence du PROE	Apia	PROE
23-27	Océan et atmosphère - Pacifique	Adélaïde, Australie	C. Kaluwin

Les réunions indiquées *en italique* sont en cours de préparation.

Des précisions peuvent être obtenues auprès des organisateurs ou des responsables du PROE concernés.

Cours et ateliers de formation

Séminaire international sur la gestion de l'environnement

Lieu : Halifax, Canada

Dates : 25/5 - 16/6/95

Pour qui ? Dirigeants dans les affaires, les gouvernements, les instituts d'enseignement et les ONG.

Objectifs :

Les participants recevront une formation intense et pratique sur les principes, les approches et les outils de gestion de l'environnement visant au développement durable.

Clôture des inscriptions : 3/4/95

Renseignements complémentaires :

Seminar Director, IEMS '95
School for Res. and Environ. Studies
Dalhousie University
HALIFAX, Canada.
Tél. : (1902) 494 6517
Fax : (1902) 494 3728

Planification et gestion forestières

Lieu : Gympie et Canberra, Australie.

Dates : 16/10 - 8/12/95

Pour qui ? Les cadres moyens et supérieurs de l'industrie forestière et les agents de développement rural en foresterie communautaire

Objectifs :

Les participants acquerront des aptitudes pratiques et des connaissances dans les domaines suivants :

- ⊗ identification, évaluation et gestion de projets forestiers : forêts naturelles, forêts de communautés et plantations ;
- ⊗ planification et gestion de plantations et de forêts indigènes à grande échelle ;
- ⊗ utilisation de l'ordinateur pour la planification des ressources et pour l'analyse financière et économique ;
- ⊗ EIE et protection de l'environnement en planification forestière ;
- ⊗ méthodes pour encourager la participation des peuples aux projets forestiers.

Renseignements complémentaires :

Dr Frans Arentz
Manager, Forestry Division
ANUTECH Pty Ltd
CANBERRA, ACT. 0200.
Tél. : (616) 249 0617
Fax : (616) 249 5875
E-mail
Frans.Arentz@aplemail.anu.edu.au

⊗⊗⊗

Abréviations

⊗ page 12

RMI	République des Iles Marshall
SNAGE	Stratégie nationale de gestion de l'environnement
UE	Union européenne (ancienne CEE)
UH	University of Hawaii
UICN	Union mondiale pour la conservation de la nature
UNESCO	Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture
UNITECH	University of Technology (PNG)
UPNG	University of Papua New Guinea
UPS	Université du Pacifique Sud
USA	Etats-Unis d'Amérique
USAID	Agence Américaine pour le développement international
WRI	Institut des ressources mondiales
WWF	Fonds mondial pour la nature

⊗⊗⊗

Let our turtle family live!



1001 year of the red turtle

Le mot de la fin...

Bienvenue à cette nouvelle année et à ce nouveau numéro de la *Lettre de l'environnement* qui marque le début d'une année importante pour le PROE et ses pays membres, l'Année de la tortue marine.

De nombreuses activités se sont déroulées dans la région dont le lancement officiel de cette campagne vitale dans la région par le directeur du PROE. Nous publions en page 3 des extraits de son discours à cette occasion.

Les Fidji ont montré l'exemple en interdisant le commerce des tortues marines et de leurs sous-produits pendant un an. Si vous aviez eu l'occasion d'aller au marché au poisson à Suva par le passé, cette mesure ne vous surprendra pas (voir notre article en page 2).

Cette campagne est aussi une occasion historique pour le PROE. C'est en effet la première fois que notre organisation, ses gouvernements membres et les groupes communautaires locaux coopèrent à une

campagne régionale majeure. Nous vous en disons plus en page 1.

Nous vous présentons, par ailleurs, un certain nombre d'initiatives récentes qui facilitent la diffusion de l'information sur l'environnement dans les îles du Pacifique.

Nous vous entraînons, dans notre tour d'horizon habituel, aux Îles Salomon et à Niue. Nous faisons également le tour des nouvelles publications et publions la liste des conférences et réunions nationales et régionales organisées pour cette année.

J'aimerais, pour terminer, vous encourager vivement à participer aux événements organisés dans votre pays dans le cadre de l'Année de la tortue marine. Répondez à l'appel pour l'interdiction de l'exploitation commerciale de nos tortues qui disparaissent trop vite. **Laissons vivre nos tortues !**

Tofa soifua,

Wesley Ward

Rédacteur en chef

Dans ce numéro...

Interdisons la vente de tortues	1
Message du directeur	3
Les Fidji donnent l'exemple	4
Concours PROE de dessins de tortues ..	4
Concours pour sensibiliser les villages ..	5
EnviroNouvelles	5
Nouveau projet sur le changement climatique	6
Première Conférence sur les changements climatiques	7
Réseau Information Environnement Pacifique	8
Les PIP rejoignent l'"inforoute"	10
Inauguration de la bibliothèque du PROE	11
Nouveaux chargés de projet Capacité 21	12
Abréviations	12
Vulgarisation du Projet population	13
Formation radio aux Salomon	13
Financement	13
Publications sur l'environnement	14
Réunions 1995	15
Cours et ateliers de formation	15
Le mot de la fin	16

Traduit par Language Professionals,
Auckland, Nouvelle-Zélande,
tél. : (649) 376 1216, fax : (649) 360 1641

Numéro 40

Janvier/mars 1995

Air Mail Par Avion

Stamp
Timbre



Printed Matter
Imprimés

Publié par:
Programme régional océanien de l'environnement (PROE)
P.O. Box 240, APIA, Samoa occidentales
Tél. : (+685) 21 929
Fax : (+685) 20 231.
Messagerie électronique: sprep@pactok.peg.apc.org